L. 2951/1.

LEGISLATION
2 5 VII
Coordination (4)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 30 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre, a donné en sa séance du 25 juin 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e Mei 1952 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, heeft ter zitting van 25 Juni 1952 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

I.

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"Loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre."

La dénomination de "Code de taxes assimilées au timbre" est celle que le Roi a donnée à la coordination qu'il a effectuée par l'arrêté royal du 2 mars 1927 et qui a été reprise dans une **nouvelle** "publication" de cette coordination, effectuée en vertu de l'arrêté royal du 29 septembre 1938.

II.

Une mise à jour officieuse du Code, à la date du 15 avril 1948, a été publiée par l'imprimerie du Moniteur belge.

Dans les projets de modification du Code ou du Règlement général, le Conseil d'Etat a toujours estimé qu'il y avait lieu pour chaque article qui a été modifié après la publication de 1938, d'indiquer la date des lois et des arrêtés ayant introduit ces modifications.

Le projet actuel ne suit cette règle que de façon imparfaite et généralement pour les seuls articles qui ont été modifiés après le 15 avril 1948,

.../...

1948, c'est-à-dire ceux dont le texte modifié ne figure pas dans la publication officieuse arrêtée à cette date. Le Gouvernement semble donc considérer que sa publication de 1948 équivaut à une nouvelle coordination du Code, ce qui est très discutable. Le Conseil d'Etat estime que les modifications subies par les articles du Code après le 29 septembre 1938, et non pas seulement après le 15 avril 1948, doivent être mentionnées dans la phrase liminaire des articles du projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "supprimé" par "abrogé".

Article 4.

Aux termes de l'article 22^5 actuel du Code des taxes assimilées au timbre, sont exemptées de la taxe de transmission les ventes faites directement, sans l'intervention d'un commissionnaire à l'acaht, à des particuliers achetant pour leur usage privé ou celui de leur ménage.

L'article 4 du projet tend à limiter cette exemption en faveur des ventes aux particuliers au cas où le vendeur n'est ni le producteur ni le fabricant de la marchandise vendue, et n'a fait subir à celle-ci aucune main-d'oeuvre industrielle.

.../...

L'article 4, alinéa 2, attribue cependant au Roi le pouvoir d'exempter de la taxe visant les ventes faites par les producteurs aux particuliers, toute vente de marchandises qu'il désigne.

L'exposé des motifs et le texte du projet ne donnent pas à ce pouvoir la même étendue.

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué par le Ministre des Finances, les intentions du Gouvernement sont celles qui sont exprimées par l'exposé des motifs.

Le Conseil d'Etat, tenant compte de ces intentions, propose de rédiger l'article 4 comme suit :

Article 4.-

L'article 22, alinéa 1er, 5°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"5° les ventes faites directement, sans l'intervention d'un commissionnaire à l'achat, à des particuliers achetant pour leur usage privé ou celui de leur ménage, de marchandises qui n'ont pas été produites ou fabriquées par le vendeur ou auxquelles celui-ci n'a fait subir aucune main-d'oeuvre industrielle. Toutefois, le Roi peut, en ayant égard à la circonstance que dans certains commerces la majeure partie des ventes sont conclues directement entre le fabricant et le consommateur, exempter de la taxe toute vente de marchandises qu'il désigne, faite à des particuliers achetant pour leur usage privé ou celui de leur ménage.".

.../...

Article 5.

Le paiement de la taxe se fait par apposition du timbre fiscal sur un document constatant la vente et contenant les indications imposées par l'article 27, dernier alinéa nouveau, du Code.

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué par le Ministre des Finances, l'intention du Gouvernement est de considérer le paiement de l'impôt effectué sur un document irrégulier comme légalement inexistant.

Pour exprimer clairement cette idée, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

"2° il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

"L'acquittement de la taxe est réputé n'avoir pas été effectué si le document dont la rédaction ou la délivrance est prévue par le présent article n'indique pas ... (la suite comme au projet du Gouvernement) ...".

Le Conseil d'Etat fait observer, d'autre part, que l'inexactitude de ce document est sanctionnée, en outre, par l'amende prévue par l'article 8 du projet.

Aux termes de la phrase finale de l'article 27, 2° nouveau, la pénalité prévue au projet est susceptible d'être réduite ou remise par décision particulière du Ministre des Finances ou du fonctionnaire délégué, et aux conditions fixées par cette décision.

.../...

Le Conseil d'Etat estime que le Ministre ne peut, lorsqu'il use de ce pouvoir, formuler de condition supplémentaire à celles prévues par la loi.

Article 9.

Cet article, qui modifie l'article 44 du Code des taxes assimilées au timbre, a un double objet. Il confère aux agents de l'administration le droit d'exiger communication de certains documents sans avoir reçu une autorisation spéciale et préalable du directeur général de l'enregistrement et des domaines. Il confère également à ces agents le droit de saisir les registres et les livres commerciaux.

Le droit de communication est actuellement réglé par l'article 205^1 du Code qui subordonne la demande de communication à une autorisation spéciale et préalable du directeur général.

L'article 44 déroge par conséquent à l'article 205^1 du Code.

Le Conseil d'Etat propose de le dire expressément dans l'article 205^1 du Code en rédigeant cet article comme suit :

"Sans préjudice des dispositions spéciales des présentes lois coordonnées et notamment de l'article 44, etc...".

.../...

D'autre part, par les mots "toutes les personnes physiques ou morales chez qui un contrôle peut avoir lieu en vertu du dit Code", l'article 44 vise les personnes qui sont énumérées à l'article 205[1] du Code.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de remplacer dans l'article 44 les termes susdits par les mots : "toutes les personnes visées à l'article 205[1]".

Le Conseil d'Etat propose, en outre, de supprimer à l'article 44, alinéa 6, les mots "contre décharge" pour réserver au Ministère des Finances le soin de fixer les modalités de la restitution.

Le Conseil d'Etat propose aussi de supprimer, d'une part, les mots : "comme pièces à conviction" qui sont inutiles, et, d'autre part, les mots "à l'appui d'une dénonciation basée sur les articles 180 à 190 du Code pénal", étant donné que la saisie des registres peut révéler des infractions autres que celles prévues à ces articles. Enfin, le Conseil d'Etat propose de faire suivre les mots : "au procureur du Roi" par :"en vue de l'exercice de l'action publique".

.../...

Article 12.

La phrase liminaire devrait se terminer par les mots : " ... est complété par la disposition suivante : ...".

Articles 12 et 16.

Ces articles conférant au Ministre des Finances ou à son délégué le même pouvoir que celui visé par l'article 5, donnent lieu aux mêmes observations que cet article.

Article 14.

La phrase liminaire devrait se terminer par les mots : "... est complété par la disposition suivante : ... ".

Article 16.

La phrase liminaire du 2° devrait être rédigée comme suit : "L'article est complété par la disposition suivante : ... ".

.../...

Article 18.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer le mot "libellé" par "rédigé".

La dernière phrase du nouvel article 77^2 confère au Ministre des Finances le pouvoir de conclure des accords nécessaires pour assurer la réciprocité en matière d'exonération des transports par route de marchandises ou de personnes, effectués en trafic international par des transporteurs établis dans des pays étrangers.

Le Conseil d'Etat estime que cette disposition est contraire à l'article 68 de la Constitution et propose, en conséquence, de l'omettre.

Article 19.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Les articles 92^1 et 92^2 sont remplacés par les dispositions suivantes : ... ".

Article 23.

Il faut écrire "rédigé" au lieu de "libellé".

.../...

Article 24.

L'article 24 confère aux agents de l'Administration de l'enregistrement et des domaines qui ont le grade de contrôleur principal ou un grade supérieur, le droit de visiter le domicile des personnes chez qui un contrôle peut être effectué, en exécution des articles 44 et 205[1], ainsi que les bureaux, fabriques, magasins, terrains et autres lieux que ces personnes occupent, lorsqu'ils soupçonnent celles-ci d'être auteurs, co-auteurs ou complices des irrégularités.

Le pouvoir que cet article confère aux agents de la dite administration est analogue à celui que possèdent, en vertu des articles 200 et 201 de la loi générale des douanes du 26 août 1822, les agents de l'Administration des douanes et accises ayant au moins le grade de contrôleur.

L'exposé des motifs signale que l'expression "officier public" doit être entendue dans le sens qu'elle a pour l'application de la dite loi du 26 août 1822. Cette notion a été définie par plusieurs arrêts de la Cour de cassation (voir notamment Cass. 8 avril 1929, Pas. I, 149; 18 février 1947, Pas. 1947, I, 37).

.../...

L'exposé des motifs déclare que le droit conféré aux agents de l'Administration de l'enregistrement et des domaines est le même que celui prévu aux articles 200 et 201 de la loi générale de 1822.

Le Conseil d'Etat fait toutefois observer que le texte de ces articles n'a pas été repris complètement dans les dispositions proposées : c'est ainsi que dans l'article 201 il est dit "que le juge de paix ne pourra refuser l'autorisation que sur la présomption bien fondée qu'on a exigé l'assistance sans motif valable", alors que, dans le texte de l'article 24 du projet, le juge de paix ne peut refuser l'autorisation sans motif sérieux.

Le sens de l'article 201 ayant été précisé par une pratique séculaire, le Conseil d'Etat propose de reprendre les mêmes termes à l'article 24.

Enfin, la phrase liminaire de cet article devrait être rédigée de la manière suivante :

"Il est inséré après l'article 206, lequel devient article 206^1, un article 206^2 rédigé comme suit : ...".

Article 25.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les termes "sans préjudice des dispositions légales relatives aux amendes fiscales".

Il résulte, en effet, de l'exposé des motifs ainsi que des explications fournies par le fonctionnaire délégué par le Ministre des Finances que,

bien que la loi prévoie deux espèces de sanctions, l'amende fiscale et la peine correctionnelle, l'application d'une de ces sanctions exclut celle de l'autre.

En vertu de l'article 207[1], alinéa 5 nouveau, le tribunal pourra ordonner la mise sous séquestre de l'entreprise exercée par les condamnés ou gérée par eux jusqu'au moment où le montant des condamnations prononcées en vertu du présent article et celui des taxes fraudées auront été acquittés.

Le Conseil d'Etat constate que l'exposé des motifs ainsi que le texte du projet sont muets quant à l'organisation du séquestre. Etant donné que le droit commun ne prévoit pas de mise sous séquestre en matière répressive, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet devrait régler l'organisation et le fonctionnement de ce séquestre ainsi que les pouvoirs de celui qui en sera chargé. N'ayant pas été informé des intentions du Gouvernement sur ce point, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte.

Le projet exige pour l'application des pénalités que le contrevenant ait agi dans le but d'éluder un impôt. Dès lors, le terme "sciemment" apparaît superflu, puisque le contrevenant a nécessairement dû agir en connaissance de cause.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'article 25 du projet :

"L'article 207 du même Code, modifié par l'article 5 de l'arrêté du Régent du 25 novembre 1947, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 207[1].- Les infractions aux dispositions du présent Code et aux arrêtés pris pour son exécution, commises en vue d'éluder tout ou partie d'un impôt dû à l'Etat ou de permettre à un tiers d'échapper au paiement de tout ou partie d'un impôt dû à l'Etat, seront punies d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans et d'une amende de deux à cinq fois le montant du droit éludé, ou de l'une de ces peines seulement.

Sont réputés auteurs de l'infraction, à moins qu'ils ne prouvent que celle-ci ne peut leur être imputée personnellement, les associés actifs dans les sociétés autres que par actions possédant la personnalité juridique et dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, ainsi que, dans les sociétés par actions, les administrateurs et liquidateurs qui y exercent effectivement des fonctions réelles et permanentes.

Les complices seront punis comme les auteurs de l'infraction.

Toutes les dispcsitions du livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 69, mais sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Indépendamment des sanctions pénales, les auteurs et complices seront d'office condamnés solidairement au paiement des taxes assimilées au timbre éludées.

.../...

En outre, la mise sous séquestre de l'entreprise exercée par les condamnés ou gérée par eux pourra être ordonnée pour une période qui prendra fin avec le paiement des condamnations prononcées en vertu du présent article.

Article 207^{2}.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

I.

De Raad van State stelt de volgende titel voor :

"Wet tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes.".

De benaming "Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes" is door de Koning gegeven aan de samenordening welke hij bij koninklijk besluit van 2 Maart 1927 heeft verricht en is overgenomen in een nieuwe "bekendmaking" van die samenordening, krachtens het koninklijk besluit van 29 September 1938 gedaan.

II.

Een officieuze bijwerking van het Wetboek tot 15 April 1948 is door de drukkerij van het Belgisch Staatsblad uitgegeven.

De Raad van State is steeds van oordeel geweest dat in de ontwerpen tot wijziging van het Wetboek of van de Algemene Verordening voor elk artikel, dat na de bekendmaking van 1938 gewijzigd werd, de datum der wetten en besluiten welke die wijzigingen hebben ingevoerd, moest worden aangegeven.

Het onderhavig ontwerp volgt die regel slechts onvolledig op en zulks over 't algemeen enkel voor de artikelen die na 15 April 1948 zijn gewijzigd, die namelijk waarvan de gewijzigde tekst niet voorkomt in de op

.../...

die datum vastgelegde officieuze uitgave. De Regering schijnt dus de nochtans zeer aanvechtbare mening te zijn toegedaan dat haar uitgave van 1948 met een nieuwe coördinatie van het Wetboek gelijkstaat. Naar het oordeel van de Raad van State moeten zowel de na 29 September 1938 als de na 15 April 1948 in de artikelen van het Wetboek aangebrachte wijzigingen in de inleidende zin der artikelen van het ontwerp worden vermeld.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 1.

De Raad van State stelt voor, "afgeschaft" door "opgeheven" te vervangen.

Artikel 4.

Luidens het huidige artikel 22, 5°, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes wordt van overdrachtstaxe vrijgesteld de rechtstreeks, zonder tussenkomst van een commissionnaris voor de aankoop, gedane verkoop aan bijzondere personen die kopen voor hun eigen gebruik of dat van hun gezin.

Artikel 4 van het ontwerp strekt er toe, die vrijstelling te beperken tot de verkoop aan particulieren, ingeval de verkoper noch de producent noch de fabrikant der verkochte waar is en hij die waar geen nijverheidsbewerking heeft doen ondergaan.

.../...

Het tweede lid van artikel 4 verleent nochtans Koning de bevoegdheid, elke verkoop van koopwaren die hij aanwijst van de taxe vrij op de verkoop van de voortbrengers aan particulieren vrij te stellen.

Omtrent de omvang van die bevoegdheid stemmen de memorie van toelichting en de tekst van het ontwerp niet overeen.

Volgens de uitleg van de door de Minister van Financiën gemachtigde ambtenaar is de opvatting der Regering die welke in de memorie van toelichting is neergelegd.

Rekening houdend met die opvatting, stelt de Raad van State voor artikel 4 de volgende lezing voor :

Artikel 4.-

Artikel 22, eerste lid, 5°, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"5° de rechtstreeks, zonder toedoen van een commissionnair-aankoper gedane verkopen aan particulieren die kopen voor hun eigen gebruik of dat van hun gezin, van koopwaren welke door de verkoper niet zijn voortgebracht of gefabriceerd of door hem niet aan een nijverheidsbewerking zijn onderworpen. De Koning is evenwel gemachtigd, gezien de omstandigheid dat in sommige handelszaken het merendeel der verkopen rechtstreeks tussen de fabrikant en de verbruiker gesloten worden, van de taxe vrij te stellen elke verkoop van koopwaren die hij aanwijst, gedaan aan particulieren die kopen voor hun eigen gebruik of dat van hun gezin.".

.../...

Artikel 5.

De betaling van de taxe geschiedt door aanbrenging van het fiscaal zegel op een document dat de verkoop vaststelt en de gegevens bevat welke artikel 27, nieuw laatste lid, van het Wetboek voorschrijft.

Volgens de uitleg van de door de Minister van Financiën gemachtigde ambtenaar, wil de Regering de op een onregelmatig document gedane betaling der belasting als wettelijk onbestaande beschouwen.

Om die bedoeling duidelijk weer te geven, stelt de Raad van State volgende tekst voor :

"2° een als volgt luidend lid wordt bijgevoegd :

"De kwijting der taxe wordt geacht niet te hebben plaats gehad, indien het document, dat krachtens dit artikel moet opgemaakt of afgegeven worden, niet nauwkeurig de naam ... (verder als in het ontwerp der Regering) ...".

De Raad van State wijst er eveneens op dat de onnauwkeurigheid van dat document bovendien getraft wordt met de bij artikel 8 van het ontwerp bepaalde geldboete.

Volgens de slotzin van het nieuw artikel 27, 2°, kan de in het ontwerp bedoelde sanctie bij bijzondere beslissing van de Minister van Financiën of van de gemachtigde ambtenaar en onder de bij die beslissing bedongen voorwaarden verminderd of opgeheven worden.

.../...

Naar het oordeel van de Raad van State mag de Minister, wanneer hij van deze macht gebruik maakt, ge bijkomende voorwaarden stellen naast die welke de wet oplegt.

Artikel 9.

Dit artikel wijzigt artikel 44 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes en heeft een tweevoudige strekking. Het verleent de aangestelden van het bestuur het recht, zonder bijzondere en voorafgaande machtiging vanwege de directeur-generaal der registratie en domeinen, mededeling van sommige documenten te eisen. Het verleent die aangestelden eveneens het recht, de registers en handelsboeken in beslag te nemen.

Het recht van mededeling is thans geregeld bij artikel 205[1] van het Wetboek, dat de vraag om mededeling afhankelijk stelt van de bijzondere en voorafgaande machtiging vanwege de directeur-generaal.

Artikel 44 wijkt bijgevolg af van artikel 205[1] van het Wetboek.

De Raad van State stelt voor, zulks uitdrukkelijk in artikel 205[1] van het Wetboek te zeggen door dat artikel te stellen als volgt :

"Onverminderd de bijzondere bepalingen van deze samengeordende wetten, namelijk van artikel 44, zijn enz...".

.../...

Voorts bedoelt artikel 44 met de woorden "al de physische personen of rechtspersonen bij wie een contrôle krachtens bedoeld Wetboek mag plaats grijpen", de personen die in artikel 205[1] van het Wetboek worden opgesomd.

De Raad van State stelt dan ook voor, genoemde uitdrukking in artikel 44 te vervangen door de woorden "al de personen in artikel 205[1] bedoeld.".

Verder stelt de Raad van State voor, in artikel 44, zesde lid, de woorden "tegen ontlasting" te schrappen, om het vaststellen der modaliteiten van teruggave aan de Minister van Financiën over te laten.

De Raad van State stelt nog voor, de woorden "al bewijstukken", die overbodig zijn, weg te laten, alsook de woorden "tot staving van een klacht gesteund op de artikelen 180 tot 190 van het Strafwetboek", daar de inbeslagneming van de registers andere dan in die artikelen bedoelde misdrijven aan het licht kan brengen. Ten slotte stelt de Raad van State voor, de woorden "aan de procureur des Konings" te laten volgen door "met het oog op de uitoefening van de strafvordering".

.../...

Artikel 12.

Als slot van de inleidende volzin leze men : "... wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

Artikelen 12 en 16.

Aangezien deze artikelen aan de Minister van Financiën of aan zijn gemachtigde dezelfde bevoegdheid toekennen als bedoeld in artikel 5, gelden daarbij dezelfde opmerkingen als omtrent dit artikel.

Artikel 14.

Als slot van de inleidende volzin, leze men: "... wordt met de volgende bepaling aangevuld: ...".

Artikel 16.

De inleidende volzin onder 2° zou aldus moeten luiden "Het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld:...".

Artikel 18.

In de inleidende volzin, Franse tekst, vervange men het woord "libellé" door "rédigé".

.../...

De laatste volzin van het nieuw artikel 77^2 machtigt de Minister van Financiën tot het sluiten van de akkoorden nodig voor totstandkoming van reciprociteit in zake vrijstelling van het vervoer over de weg van goederen of personen, dat in internationaal verkeer door in het buitenland gevestigde vervoerders wordt verricht.

De Raad van State is van oordeel dat die bepaling stijdig is met artikel 68 van de Grondwet en stelt derhalve voor, ze achterwege te laten.

Artikel 19.

De inleidende volzin zou aldus moeten luiden :

"De artikelen 92^1 en 92^2 worden door de volgende bepalingen vervangen : ...".

Artikel 23.

In de Franse tekst leze men "rédigé" in plaats van "libellé".

Artikel 24.

Artikel 24 verleent aan de agenten van het Bestuur der registratie en domeinen met de graad van hoofdcontroleur of met een hogere graad, het recht het domicilie te onderzoeken van de personen bij wie een toezicht kan uitgeoefend worden krachtens de artikelen 44 en 205^1, evenals de kantoren, fabrieken, magazijnen,

.../...

terreinen en andere plaatsen die deze personen bezetten, wanneer zij vermoeden dat deze personen de daders, de mededaders of de medeplichtigen van de bedoelde onregelmatigheden zijn.

De bevoegdheid welke dit artikel aan de agenten van genoemd bestuur toekent, is analoog aan die welke de agenten van het Bestuur der douanen en accijnzen met ten minste de graad van controleur, krachtens de artikele 200 en 201 van de algemene wet op de douanen van 26 Augustus 1822 bezitten.

De memorie van toelichting wijst er op dat de uitdrukking "openbaar ambtenaar" in dezelfde zin moet worden verstaan als voor de toepassing van voormelde wet van 26 Augustus 1822. Een definitie van dat begrip vindt men in verschillende arresten van het Hof van verbreking (zie onder meer Cass. 8 April 1929, Pas. I, 149; 18 Februari 1947, Pas 1947, I.37).

De memorie van toelichting verklaart nog dat het aan de agenten van het Bestuur der registratie en domeinen toegekende recht hetzelfde is als waarvan sprake in de artikelen 200 en 201 van de algemene wet van 1822.

De Raad van State merkt evenwel op dat de tekst van die artikelen niet volledig overgenomen is in de voorgestelde bepalingen : aldus bepaalt artikel 201 "dat de autorisatie van den vrederechter niet kan worden geweigerd tenzij op gegronde vermoedens dat de assistentie zonder genoegzame redenen mocht worden gevorderd", terwijl volgens de tekst van artikel 24 van het ontwerp, de vrederechter de machtiging niet weigeren kan zonder ernstige reden.

.../...

Daar de betekenis van bedoeld artikel 201 door een zeer lange practijk vastgelegd is, acht de Raad van State verkieslijk dezelfde bewoordingen in artikel 24 over te nemen.

Tenslotte zou de inleidende volzin van dit artikel als volgt moeten worden gesteld :

"Na artikel 206, hetwelk artikel 206^1 wordt, wordt een artikel 206^2 ingevoegd, luidend als volgt :".

Artikel 25.

De Raad van State stelt voor, de zinsnede "onverminderd de wetsbepalingen betreffende de geldboeten" te schrappen.

Uit de memorie van toelichting alsmede uit de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar van de Minister van Financiën, blijkt immers dat, hoewel de wet twee soorten van sancties opgeeft -, de fiscale boete en de correctionele straf -, de toepassing van een dezer die van de andere uitsluit.

Krachtens het vijfde lid van het nieuw artikel 207^1 zal de rechtbank de sequestratie kunnen bevelen van het door de veroordeelden uitgeoefend of beheerd bedrijf tot de betaling van het bedrag der op grond van dit artikel uitgesproken veroordelingen en van het bedrag der ontdoken taxes.

.../...

De Raad van State stelt vast dat noch in de memorie van toelichting, noch in de tekst van het ontwerp sprake is van de organisatie van het sequester. Daar het gemeenrecht geen sequestratie in strafzaken voorziet, adviseert de Raad van State dat het ontwerp de organisatie en de werking van het sequester zou moeten regelen alsmede de bevoegdheden van degene die er mede belast wordt. Daar bij over de bedoelingen van de Regering ter zake niet is ingelicht, stelt hij geen tekst voor.

Volgens het ontwerp moet, opdat de straffen worden toegepast, de overtreder de bedoeling gehad hebben een belasting te ontduiken. Derhalve blijken de woorden "wetens en willens" overbodig, vermits de overtreder noodzakelijk met kennis van zaken heeft moeten handelen.

De Raad van State stelt voor, artikel 25 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 207 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 25 Novembe 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 207[1].- Inbreuk op de bepalingen van dit Wetboek en op de besluiten ter uitvoering er van, gepleegd ten einde een aan de Staat verschuldigde belasting geheel of ten dele te ontduiken of een derde toe te laten aan een aar de Staat verschuldigde belasting geheel of ten dele te ontsnappen, wordt gestraft met gevangenisstraf van 8 dagen tot 2 jaar en met geldboete van twee tot vijfmaal het bedrag van het ontdoken recht, of met een van die straffen alleen.

.../...

Als daders van de inbreuk worden beschouwd, tenzij zij bewijzen dat zij hun niet persoonlijk te laste kan gelegd worden, de werkende vennoten in andere vennootschappen dan op aandelen welke rechtspersoonlijkheid bezitten en in personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, alsmede in de vennootschappen op aandelen de beheerders en vereffenaars die er wezenlijk werkelijke en vaste functies uitoefenen.

Medeplichtigen worden gestraft zoals de daders van de inbreuk.

Alle bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, met uitsluiting van artikel 69 doch met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuk waarvan sprake in dit artikel.

Daders en medeplichtigen worden, onverminderd de strafrechterlijke sancties, ambtshalve hoofdelijk veroordeeld tot betaling van de met het zegel gelijkgestelde taxes die werden ontdoken.

Daarenboven kan de sequestratie van het door de veroordeelden uitgeoefend of beheerd bedrijf worden bevolen voor een periode eindigend met de betaling van de veroordelingen uitgesproken op grond van dit artikel.

Artikel 207^{2}.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
G. VAN BUNNEN,

P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving
P. ANSIAUX,

G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.